

PROJET DE LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

LE PRESIDENT DES RICHES A UN PROJET DE SOCIETE LE DEVELOPPEMENT DES INEGALITES

CONSTRUISONS LE NOTRE LA JUSTICE SOCIALE ET DE L'EGALITE

A défaut d'être formidable, notre époque a quelque chose d'étonnant !

Le 13 février, lors de la 1ère réunion des instances paritaires nationales après les élections, le gouvernement a présenté le projet de réforme de la fonction publique.

Après un an de « concertation », et plus de 60 réunions, il n'a retenu aucune revendication des représentants des personnels.

Face à la **faiblesse de nos traitements** ? Il répond **primes au mérite**.

Face à l'**absence de déroulement de carrière** ? Il répond **évaluation individuelle**.

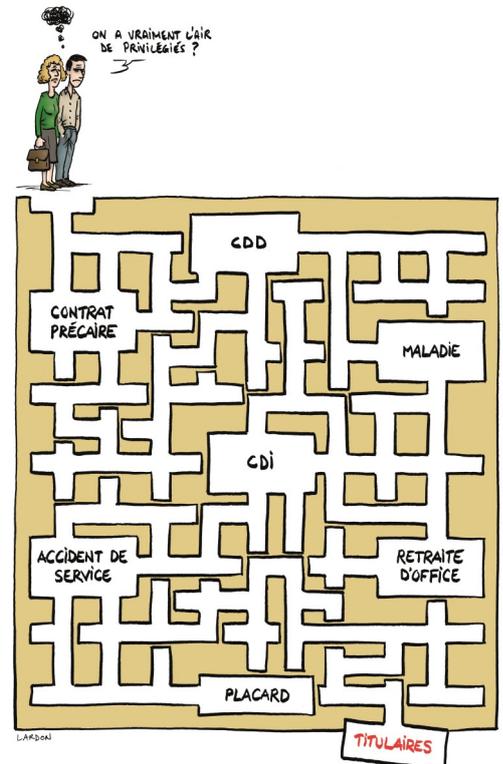
Face à la **précarité** ? Il répond **recours accru aux CDD, « contrat de mission » et transfert de personnel**.

Face à l'**explosion du chômage** ? Il répond **recours aux ruptures conventionnelles, départs « volontaires », suppression de postes, augmentation du temps de travail...**

Face à la **fracture territoriale** ? Il répond **restructuration et abandon de missions publiques**.

Face à la **dégradation des conditions de travail, à la souffrance** ? Il répond **suppression des CHSCT**.

Face à la **crise démocratique** ? Il répond **assèchement des compétences des instances paritaires et généralisation des « ordonnances »**.





Le pays vit sa plus grande crise sociale depuis 50 ans avec l'émergence actuelle de la colère et de la mobilisation des Gilets Jaunes. Faiblesse des revenus (salaires, retraites, chômage, minima sociaux...) et explosion de la précarité, de la pauvreté et du chômage, disparition de services publics vitaux (transports, hôpitaux, écoles, postes...) et

renforcement de la fracture territoriale, injustice fiscale et cadeaux aux riches (CICE, ISF, Flat tax...), crise démocratique et de la représentation...

Pour tenter de « répondre à la crise », le président Macron lance son opération « grand débat » (blabla), mimant en cela la célèbre maxime gaullienne, « je vous ai compris ».

Et pour anticiper l'émergence d'une mobilisation dans la fonction publique, le gouvernement lance un « grand débat bis » (bla bla bis) pour les fonctionnaires : un sondage sur internet.

Une journée de mobilisation et de grève, interprofessionnelle, est annoncée pour le 19 mars. C'est certes loin, mais nous proposons aux agents de la fonction publique de se mobiliser et rejoindre l'ensemble des travailleurs, l'ensemble des Gilets jaunes.

Organisons des assemblées générales. Décidons de nos modalités de mobilisation.

Cette réforme casse le statut des fonctionnaires. Elle casse les services publics. Elle ne répond en rien aux attentes exprimées ni par les fonctionnaires ni par les Gilets Jaunes.

